

(1)

(N° 52)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 20 DÉCEMBRE 1902.

Budget du Ministère des Finances et des Travaux publics
pour l'exercice 1903 ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾, PAR M. LEFEBVRE.

MESSIEURS,

Les crédits alloués pour le Budget des Finances et des Travaux publics de l'exercice 1902 s'élevaient à la somme de 34,765,820 francs et se décomposaient comme suit :

Dépenses ordinaires	fr. 31,729,820 »
Dépenses extraordinaires	3,036,000 »
TOTAL.	fr. 34,765,820 »

Le projet de Budget pour l'exercice 1903 prévoit une dépense de 33,066,982 francs, se répartissant comme suit :

Dépenses ordinaires	fr. 32,626,982 »
Dépenses extraordinaires	2,440,000 »
TOTAL.	fr. 33,066,982 »

Les dépenses ordinaires prévues au projet de Budget de 1903 accusent donc sur l'exercice précédent une augmentation de 897,162 francs, tandis que les dépenses extraordinaires pour 1903 seront inférieures de 596,000 francs à celles de 1902.

⁽¹⁾ Budget, n° 4, XII.

⁽²⁾ La Section centrale, présidée par M. HEYNEN, était composée de MM. DOÛET, PEPIN, VERHAEGEN, ROSSEUW, DE BROWNE DE TIÈGE et LEFEBVRE.

L'ensemble du Budget comportera une augmentation de 301,162 francs. L'augmentation de 897,162 francs pour les dépenses ordinaires se répartit entre :

- 1° L'Administration centrale à concurrence de 45,200 francs;
- 2° Le Budget des Finances proprement dit à concurrence de 148,950 francs;
- 3° Le Budget des Travaux publics à concurrence de 702,712 francs.

Examen du Budget par les Sections et vote des Sections.

L'examen du Budget par les sections n'a donné lieu qu'à deux observations.

A la 1^{re} section, un membre a appelé l'attention du Gouvernement sur la nécessité qu'il y aurait, d'après lui, d'augmenter le traitement des éclusiers et des cantonniers, et un membre lui a répondu que le Gouvernement améliorera la situation des cantonniers, mais leur interdira de tenir un débit de boissons.

A la 4^e section, un membre a demandé que le Gouvernement améliorât les communications par eau entre le Hainaut et les Flandres; il a demandé également où en étaient les travaux entamés.

Aucune autre observation n'a été produite, et le vote sur l'ensemble du budget a donné les résultats suivants :

- 1^{re} SECTION. — Budget adopté par 8 voix et 4 abstentions;
- 2^e SECTION. — Budget adopté par 8 voix contre 7 et 2 abstentions;
- 3^e SECTION. — Budget adopté à l'unanimité;
- 4^e SECTION. — Budget adopté à l'unanimité;
- 5^e SECTION. — Budget adopté par 13 voix contre 1;
- 6^e SECTION. — Budget adopté à l'unanimité.

Examen et vote en Section centrale.

La Section centrale, après avoir dépouillé les procès-verbaux des sections, a décidé de recommander à la bienveillante attention du Gouvernement l'observation faite à la première section concernant la situation des cantonniers et des éclusiers et de poser une question au Gouvernement concernant l'état d'avancement des travaux effectués aux voies de communication par eau entre les Flandres et le Hainaut. Cette question se trouve reproduite ci-après.

Elle a entamé ensuite l'examen du Budget.

Discussion générale.

La discussion générale a été fort courte et peu d'observations ont été produites. Un membre s'est borné à appeler l'attention de la Section centrale sur l'augmentation considérable des dépenses ordinaires pour l'exer-

cice 1903. Cette augmentation est, ainsi que nous l'indiquons ci-dessus, de 897,162 francs. Elle semble pourtant justifiée par l'Exposé des motifs du Gouvernement et provient en grande partie de l'augmentation des dépenses pour travaux d'utilité publique; c'est ainsi qu'une somme de 500,000 francs est réservée aux travaux d'entretien et d'amélioration des grandes routes de l'État. Le surplus de la dépense est demandé par suite de l'augmentation du personnel de différents services publics, tels que les services de la douane, des administrations financières (dettes publiques et rémunération de milice) et les ponts et chaussées.

La Section centrale n'a pas critiqué ces dépenses, mais des membres se sont demandés cependant, s'il n'y a pas une tendance trop grande d'augmenter le nombre des fonctionnaires de l'État, et aussi, si la somme de travail exigée des fonctionnaires et employés des administrations publiques ne pourrait être quelque peu majorée.

Il ne semble pas inutile d'appeler sur ce point la sérieuse attention du Gouvernement. L'augmentation constante des budgets justifie un examen approfondi de cette question.

Discussion des articles.

La plupart des observations de la Section centrale ont été produites à l'occasion des articles, et quelques-unes d'entre elles ont donné lieu à des questions qui ont été posées au Gouvernement.

Budget des Finances proprement dit.

ART. 48.

Crédit de 300,000 francs pour l'achèvement de la péréquation cadastrale.

Plusieurs membres ont appelé de nouveau l'attention du Gouvernement sur la nécessité de terminer enfin la péréquation cadastrale. Entamé depuis plusieurs années, ce travail ne semble pas avancer avec toute l'activité désirable. Certes le travail est considérable, et il doit y être procédé avec soin, mais il n'en est pas moins vrai que les délais assignés dès l'abord à ce travail ont été sensiblement dépassés. Il est à espérer que le crédit inscrit au budget pour 1903 sera le dernier et qu'il pourra suffire pour mener à bonne fin les opérations actuellement entamées de l'évaluation cadastrale des bâtiments industriels et des usines. Cet espoir, du reste, semble confirmé par la réponse du Gouvernement à la question suivante, posée à M. le Ministre des Finances.

QUESTION.

Le crédit de 300,000 francs inscrit à l'article 48 du budget sera-t-il suffisant pour mener à bonne fin la péréquation cadastrale des bâtiments industriels, des fabriques et des usines? Le Gouvernement espère-t-il que ce travail sera achevé en 1903?

RÉPONSE.

On estime que le crédit de 300,000 francs sera suffisant et que le travail pourra être terminé en 1903.

La nouvelle péréquation cadastrale, avant de sortir ses effets, devra être précédée, ainsi que l'honorable Ministre des Finances l'a annoncé à différentes reprises, d'un vote d'une nouvelle loi organique de la contribution foncière.

Cette loi permettra, à ceux qui se croiront surtaxés pour leurs propriétés non bâties (terres, bois, prés), de réclamer à des époques à déterminer une évaluation nouvelle du revenu cadastral de ces propriétés.

Le même droit serait réservé au fisc pour les propriétés qu'il considérerait comme évaluées à un taux inférieur à leur valeur.

Budget des Travaux publics.

Art. 33.

L'article 33 du Budget de 1903 prévoit un crédit de 5,300,000 francs et est ainsi libellé : « Routes : entretien, amélioration, redressement, plantations. Parcs publics, squares et voies cyclables : établissement et entretien. Frais d'expertise. Subsidés. »

Cet article comporte une augmentation de 500,000 francs sur l'exercice 1902.

La Section centrale s'est préoccupée de l'emploi de ces 5,300,000 francs, et notamment de celui qui sera fait de la somme de 500,000 francs nouvellement inscrite à cet article.

Elle a été unanimement d'accord pour estimer qu'il fallait, surtout et avant toute dépense qui pourrait être considérée comme une dépense de luxe, employer la grande partie des crédits demandés pour la réfection des grandes routes de l'État. Celles-ci, dans un grand nombre de localités du pays, laissent beaucoup à désirer, et des plaintes nombreuses, dont plusieurs membres de la Législature se sont fait l'écho au Parlement, se sont produites depuis longtemps déjà. Pour beaucoup de ces grandes routes, qui existent depuis plus d'un siècle, les pavés anciens devront être renouvelés, et le Gouvernement se trouvera en présence de dépenses qui exigeront des crédits considérables et qui doivent écarter actuellement les dépenses qui seraient de pures dépenses de luxe.

La circulation sur les grandes routes de l'État est intense, et les progrès de la circulation par axe justifient, ainsi que le dit l'Exposé des motifs, l'amélioration aussi prompte que possible de celles-ci.

Les voies cyclables, le long des routes de l'État, ont attiré aussi l'attention de la Section centrale. Des membres ont signalé les dangers que présentent pour la circulation des voitures et même pour les cyclistes les tertres ou monticules de terre et de gazon qui délimitent la voie cyclable. Il n'est pas rare que des véhicules, par les nuits obscures, se heurtent à ces obstacles et que des accidents se produisent. L'emploi de trottoirs cyclables contrebutés au moyen de pavés ou de bordures devrait être généralisé et ne présente pas les inconvénients reprochés, avec infiniment de raison, aux voies indiquées par de simples tertres. Il est à souhaiter que la raison d'économie invoquée par le Gouvernement puisse disparaître bientôt.

Les questions suivantes ont été posées par la Section centrale à propos de l'article 35.

QUESTION.	RÉPONSE.
ART. 35. — A. L'augmentation de 500,000 francs prévue à l'article 35 du budget sera-t-elle surtout employée à la réfection et à l'amélioration des grandes routes de l'État?	Cette augmentation sera surtout employée à l'entretien et à l'amélioration des routes de l'État.
B. Les routes cyclables ne pourraient-elles être faites en pavés plats dans les centres habités?	Les voies cyclables sont faites en pavés plats, hormis les cas où il en résulterait une dépense exagérée.
C. Les monticules de terre ou de gazon délimitant la voie cyclable sur les grandes routes ne pourraient-ils être utilement remplacés par des bordures en pavés comme cela existe sur certaines routes provinciales de la province d'Anvers?	Les trottoirs cyclables contreboutés au moyen de pavés ou de bordures sont évidemment préférables aux pistes protégées par de simples tertres. Ce sont les conditions locales, jointes aux raisons d'économie, qui déterminent dans chaque cas le dispositif à adopter.
D. Où en sont les études pour l'établissement d'une grande route à travers le fort déclassé de Sainte-Anne?	Il n'a jamais été question de l'établissement d'une grande route à travers le fort déclassé de Sainte-Anne, sous Zwynndrecht. Mais le redressement de la route d'Anvers à Lille, aux abords du dit fort, a fait l'objet d'études qui se poursuivent.

ART. 37.

Cet article est ainsi libellé :

« Canaux; rivières; irrigations de la Campine; plantations et lignes télégraphiques; entretien ordinaire et extraordinaire, amélioration, administration : 2,401,400 francs. »

Un membre de la Section centrale s'est plaint de l'état d'abandon dans lequel est laissé le Pays de Waes, et a demandé quelle suite le Gouvernement compte donner aux projets de canaux à travers différents polders de l'arrondissement de Saint-Nicolas.

QUESTION.	RÉPONSE.
Quelle suite le Gouvernement compte-t-il donner aux projets de canaux à travers le Pays de Waes :	La création de canaux de navigation à travers le Pays de Waes semble devoir nécessiter des dépenses de premier établissement et d'exploitation hors de proportion avec les résultats espérés.
1° D'un canal de navigation à Steckene;	Il serait inopportun, au moment où tant de travaux hydrauliques en cours restent à terminer, d'en entreprendre de nouveaux dont l'urgence ne s'impose pas.
2° D'un canal en même temps navigable, destiné à l'écoulement des eaux des Polders?	

Les travaux de rectification de l'Escaut, à Anvers, projetés par le Gouvernement, ont donné lieu à un certain nombre d'observations. Des membres ont rappelé les inondations qui, à différentes reprises depuis quelques années, ont causé des dégâts considérables le long de l'Escaut et de ses affluents : le Rupel, la Nèthe, la Dyle, la Senne, la Durme, etc.

Ils ont exprimé la crainte que, par suite des travaux à effectuer à Anvers, il n'y ait un relèvement du niveau des eaux de l'Escaut en amont d'Anvers et que lors des marées ou crues d'eau extraordinaires, des inondations plus désastreuses encore que les précédentes ne se produisent le long du fleuve et de ses affluents.

Il n'est pas inutile, en effet, de rappeler ici que le long de l'Escaut et de ses affluents existent de grands espaces de terrains bas et marécageux, comprenant parfois le territoire de plusieurs villages et protégés contre les marées par des digues élevées aux frais des riverains. Ces étendues de terrains, appelées les unes « Polders », les autres wateringues, sont placées sous la surveillance d'administrations nommées soit par les propriétaires des terrains situés dans les Polders, soit par le Gouvernement. C'est à ces associations qu'incombe la charge de l'entretien et de la réparation des digues, et chaque fois que des ruptures de digues se sont produites, elles ont dû les rétablir à leurs frais. On comprend dès lors que les riverains de l'Escaut se demandent, non sans quelque inquiétude, à qui incomberont les travaux qui pourraient être nécessités aux digues de leurs Polders par suite des travaux projetés pour l'Escaut en aval d'Anvers. Ils estiment qu'il ne serait pas équitable de leur faire supporter ces dépenses, et il semble qu'ils n'ont pas tort à cet égard.

La Section centrale a estimé qu'il était important d'interroger le Gouvernement sur ses intentions, et les questions suivantes ont été posées :

QUESTION.	RÉPONSE.
B. Les Ponts et Chaussées doivent avoir fait des études complètes sur l'effet des travaux de rectification de l'Escaut à Anvers sur les affluents de ce fleuve?	Ainsi que mon prédécesseur l'a déjà fait connaître en 1899, la rectification de l'Escaut maritime en aval d'Anvers nécessitera l'exécution simultanée de travaux corrélatifs dans la région maritime du réseau hydraulique d'amont. Ces travaux seront, le moment venu, exécutés par les soins et aux frais de l'État.
Quels sont les résultats de ces études? Notamment :	
1° N'y aura-t-il pas des marées plus fortes ou un relèvement du niveau des eaux du fleuve?	Les travaux spéciaux poursuivis à la Dyle, à Malines et en aval, auront pour effet de soustraire cette ville aux inondations auxquelles elle est exposée dans la situation actuelle.
2° N'y a-t-il pas lieu de craindre que les crues d'eau, qui à certaines époques ont causé des inondations désastreuses, ne soient plus fortes encore? La ville de Malines, par exemple, ne sera-t-elle pas exposée davantage aux inondations?	
3° Ne devra-t-on pas exécuter des travaux d'exhaussement et de consolidation aux digues défensives des Polders le long de l'Escaut et de ses affluents? Le cas échéant, à qui incomberait la dépense qui résulterait de l'exécution de ces travaux?	

La réponse du Gouvernement aux questions posées par la Section centrale n'est pas très complète. Le résultat des études faites par l'Administration des Ponts et Chaussées quant à l'influence des travaux d'Anvers sur les marées de l'Escaut, sur le relèvement du niveau des eaux, sur les dangers d'inondations, n'est pas indiqué, et l'on peut conclure très logiquement de ce silence, qu'on se trouve en présence d'études dont le résultat est loin d'être décisif. Toutefois les membres de la Section centrale qui ont soulevé la question des travaux d'Anvers prennent acte avec satisfaction de la déclaration du Gouvernement « qu'il exécutera par ses soins et à ses frais les travaux qui seront nécessités dans la région maritime du réseau hydraulique d'amont de l'Escaut par les travaux qui seront exécutés en aval d'Anvers ».

A l'occasion de l'article 37 a été soulevée aussi la question de la pollution de la plupart des cours d'eau et des rivières du pays. La Section centrale est unanimement d'avis que des mesures doivent être prises sans retard pour remédier à la déplorable situation actuelle. La pollution des cours d'eau présente, en effet, de graves dangers pour la santé publique. Dans un grand nombre de localités riveraines des cours d'eau règnent, à peu près en permanence des maladies épidémiques dues à la contamination des eaux. Elles ont été signalées à différentes reprises dans les discussions à la Chambre et ont fait l'objet d'interpellations. Récemment encore à Bruxelles a eu lieu une réunion des chefs d'administrations communales riveraines de la Senne et du Rupel, et tous ont été d'accord pour signaler les dangers de la situation existante.

Dans l'état actuel de la législation, il semble que les pouvoirs publics sont quelque peu désarmés; il résulte cependant de renseignements fournis à la Section centrale par un de ses membres qu'à la suite de poursuites intentées par le parquet de Louvain, des usiniers des environs de Tirlemont ont subi des condamnations pour avoir laissé écouler leurs eaux industrielles dans les cours d'eau voisins de leurs usines.

La Section centrale reconnaît certes que la question est complexe, parce que beaucoup d'intérêts sont en jeu et qu'il faut notamment concilier les intérêts de l'industrie avec ceux de l'hygiène; mais c'est précisément à cause de ce conflit d'intérêts qu'elle estime qu'il y a lieu de régler le plus tôt possible, par une loi, cette question soulevée depuis longtemps.

Elle décide de poser les questions suivantes au Gouvernement et d'appeler à nouveau son attention sur la nécessité de mesures immédiates :

QUESTION.	RÉPONSE.
Le Gouvernement n'estime-t-il pas nécessaire de reviser la législation sur les cours d'eau, notamment en ce qui concerne les mesures à prendre pour éviter la pollution des eaux?	Le Gouvernement n'a pas négligé de se préoccuper de la question de l'assainissement des eaux dans son ensemble. La question de la police des cours d'eau sous le rapport de la pollution est en connexion avec celle de l'épuration des eaux résiduaires. La science de l'épuration a fait, dans ces

dernières années, des progrès remarquables, dont le Gouvernement a suivi attentivement les applications pratiques. L'usine d'épuration de Wenduine, établie par ses soins, et celle de Blankenberghe, qu'il a subsidiée, servent de champs d'expérience permanents.

D'autre part, une commission spéciale, instituée il y a deux ans, a étudié la matière au double point de vue des faits et de la législation, tant en Belgique que dans plusieurs pays étrangers.

Le Gouvernement ne perdra pas de vue les mesures d'ordre législatif et administratif qu'il convient de prendre relativement à cette question très complexe, qui intéresse à la fois l'hygiène publique, l'industrie dans un grand nombre de ses branches et les finances de l'État, ainsi que celles des communes.

Pour satisfaire au désir d'un membre de la 4^{me} Section, la question dont le libellé suit a été soumise à M. le Ministre des Finances et des Travaux publics :

QUESTION.

Quel est le degré d'avancement des travaux en cours d'exécution pour l'amélioration des communications par eau entre le Hainaut et les Flandres?

RÉPONSE.

Les travaux de premier établissement du canal du Centre sont terminés, à l'exception des parties métalliques des trois derniers ascenseurs.

Une étude des ouvrages de même nature existant en Allemagne et en France et un nouvel examen des projets ont amené le Gouvernement à faire apporter des modifications aux plans et pièces préparés pour la mise en adjudication de l'entreprise des parties métalliques de ces ascenseurs.

Le canal du Centre pourra probablement être ouvert à la navigation sur toute sa longueur dans trois ou quatre ans.

Les travaux du canal de la Lys à l'Yperlée seront repris lorsque l'Administration aura pu élaborer un projet offrant les garanties de succès voulues en ce qui concerne le bief de partage. Elle poursuit les études relatives à cet objet.

ART. 58.

Cet article a donné lieu à quelques observations reproduites dans les questions suivantes posées à M. le le Ministre des Finances. Elles ont toutes

trait à l'amélioration des communications existantes entre les deux rives de l'Escaut entre la province d'Anvers et le Pays de Waes.

QUESTIONS.

Que compte faire le Gouvernement :

I. — Pour l'amélioration des passages d'eau entre la province d'Anvers et le Pays de Waes?

Remplacera-t-il les barques par de petits transbordeurs à vapeur?

II. — Relativement au transbordeur à Anvers?

III. — Pour l'amélioration des quais d'embarquement le long de l'Escaut, à Sainte-Anne, Steendorp, Rupelmonde, Cruybeke, Burght, etc.?

IV. — Relativement au rachat du pont à péages, à Tamise, de la Société du chemin de fer de Malines à Terneuzen?

RÉPONSE.

L'administration étudie le remplacement du passage d'eau de Burght par un autre desservi par une embarcation à vapeur.

Le Gouvernement avait décidé l'établissement d'un passage d'eau exploité par bateau à vapeur entre Lillo et Liefkenshoek d'une part, et entre Lillo et Doel d'autre part; mais, par suite des exigences des demandeurs en concession et du refus des communes principalement intéressées d'intervenir dans la dépense d'exploitation, il n'a pu être donné suite jusqu'ici à cette décision.

L'Administration venant d'être mise en possession du consentement des dites communes, des mesures vont être prises en vue de l'exploitation du passage d'eau dont il s'agit.

Le Gouvernement ne peut que répéter la réponse qu'il a faite à une question analogue posée par la Section centrale du Budget extraordinaire de 1901 et par celle du Budget extraordinaire de 1902, c'est-à-dire que « l'ouverture à donner au pont-transbordeur ne pourra être arrêtée qu'après » qu'une décision sera intervenue au sujet » de l'amélioration générale de l'Escaut en » aval d'Anvers ».

L'Administration étudie la question du déplacement du passage d'eau Steendorp-Hingene, demandé par la première de ces communes, en vue d'obvier aux difficultés d'embarquement.

Quant aux autres passages d'eau de l'Escaut, les embarcadères qui en dépendent et dont l'entretien incombe à l'État n'ont jamais donné lieu à des plaintes.

Le rachat de ce pont a été différé jusqu'à une époque où la réfection, l'amélioration et la construction des routes seront plus avancées qu'elles ne le sont.

Les membres de la Section centrale qui ont soulevé ces questions espèrent

que le Gouvernement ne perdra point de vue les intérêts des populations riveraines de l'Escaut, tant dans la province d'Anvers que dans le Pays de Waes, et que satisfaction pourra leur être donnée à brève échéance.

ART. 54.

L'article 54 prévoit un crédit de 200,000 francs sous le libellé :

« Palais de Justice de Bruxelles; aménagement des abords du palais et de la place Poelaert : 200,000 francs. »

L'Exposé des motifs du Gouvernement s'exprime en ces termes : « Au moyen de ce crédit, on poursuivra les travaux d'aménagement des abords du Palais de Justice et de la place Poelaert ».

Cette justification a paru insuffisante à la Section centrale et elle a cru bon de demander au Gouvernement à quelle somme s'élèverait la dépense pour tous les ouvrages projetés.

QUESTION.

ART. 54. — A quelle somme totale le Gouvernement estime-t-il la dépense à résulter de l'aménagement des abords du Palais de Justice et de la place Poelaert?

RÉPONSE.

L'aménagement des abords, tels qu'ils existent actuellement, coûtera approximativement 600,000 francs.

Quant aux expropriations éventuelles, on ne saurait en évaluer dès à présent le coût.

Des membres de la Section centrale ont désiré aussi connaître les intentions du Gouvernement concernant le projet de loi modifiant la législation actuelle sur les expropriations. Voici la réponse à la question posée :

QUESTION.

Le Gouvernement compte-t-il déposer prochainement un projet de loi modifiant la législation actuelle sur les expropriations?

RÉPONSE.

L'étude de ce projet est très avancée; le Gouvernement espère être en mesure de le déposer prochainement.

La Section centrale considère le vote de cette loi comme très urgent. Les projets du Gouvernement d'exécuter des travaux publics importants sur différents points du pays justifient amplement cette manière de voir. Elle espère donc que le Gouvernement déposera à brève échéance le projet de loi annoncé.

La Section centrale, à l'unanimité des membres présents, a admis le projet de budget et elle a l'honneur d'en proposer l'adoption par la Chambre.

Le Rapporteur,
ALBERT LEFEBVRE.

Le Président,
W. HEYNEN.



(1)

(N° 82)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 20 DECEMBER 1902.

Begrooting van het Ministerie van Financiën en Openbare Werken
voor het dienstjaar 1903 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER LEFEBVRE.

MIJNE HEEREN,

De kredieten, op de Begrooting van Financiën en Openbare Werken voor het dienstjaar 1902 toegekend, bedroegen 34,765,820 frank, onderverdeeld als volgt :

Gewone uitgaven	fr. 31,729,820 »
Buitengewone uitgaven	3,036,000 »
TE ZAMEN.	fr. 34,765,820 »

Het ontwerp van Begrooting voor het dienstjaar 1903 voorziet eene uitgave van 35,066,982 frank, onderverdeeld in :

Gewone uitgaven	fr. 32,626,982 »
Buitengewone uitgaven	2,440,000 »
TE ZAMEN.	fr. 35,066,982 »

Dus is er eene verhooging van 897,162 frank op de in het ontwerp van Begrooting voor 1903 voorziene gewone uitgaven, tegen het voorgaande dienstjaar, terwijl de buitengewone uitgaven 596,000 frank minder zullen bedragen dan in 1902

⁽¹⁾ Begrooting, n° 4, XII.

⁽²⁾ De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer HEYNEN, bestond uit de heeren DOUTET, PEPIN, VERHAEGEN, ROSSEEUW, DE BROWNE DE TIÈGE en LEFEBVRE.

Op de Begrooting in haar geheel zal er dus eene verhooging zijn van 501,462 frank. De vermeerdering van 897,462 frank voor de gewone uitgaven is aldus onderverdeeld :

- 1^o Middenbestuur, tot beloop van 45,200 frank;
- 2^o Eigenlijke Begrooting van Financiën, 148,950 frank;
- 3^o Begrooting van Openbare Werken, 702,712 frank.

Onderzoek van de Begrooting door de Afdeelingen en stemming.

Slechts twee opmerkingen werden in de afdeelingen over de Begrooting gemaakt.

In de 1^{ste} afdeeling, vestigde een lid de aandacht der Regeering op de noodzakelijkheid, volgens hem, om de jaarwedde der sluismeesters en kantonniers te verhoogen, en een lid antwoordde dat de Regeering den toestand der kantonniers zal verbeteren, doch hun verbieden eene drankslijterij te houden.

In de 4^{te} afdeeling, vroeg een lid dat de Regeering de gemeenschap te water tusschen Henegouw en Vlaanderen zou verbeteren; insgelijks vroeg dit lid hoeverre het staat met de aangevangen werken.

Geene andere opmerking werd gemaakt, en de stemming over de Begrooting in haar geheel leverde den volgenden uitslag op :

- 1^{ste} AFDEELING. — Aangenomen met 8 stemmen en 4 onthoudingen;
- 2^o AFDEELING. — Aangenomen met 8 stemmen tegen 7 en 2 onthoudingen;
- 3^o AFDEELING. — Aangenomen met eenparige stemmen;
- 4^e AFDEELING. — Aangenomen met eenparige stemmen;
- 5^o AFDEELING. — Aangenomen met 13 stemmen tegen 4;
- 6^o AFDEELING. — Eenparig aangenomen.

Onderzoek en stemming in de Middenafdeeling.

Nadat de Middenafdeeling de processen-verbaal van de afdeelingen had onderzocht, besliste zij de welwillende aandacht der Regeering te vestigen op de aanmerking, in de eerste afdeeling gemaakt over den toestand der kantonniers en sluismeesters en aan de Regeering eene vraag te stellen over de vordering van de werken aan de gemeenschapswegen te water tusschen Vlaanderen en Henegouw. Deze vraag staat verder.

Vervolgens onderzocht de Middenafdeeling de Begrooting.

Algemeene beraadslaging.

De algemeene beraadslaging was uiterst kort, en weinig opmerkingen werden gemaakt. Een lid vestigde de aandacht der Middenafdeeling op het aanzienlijk toenemen van de gewone uitgaven voor het dienstjaar 1903.

Deze verhooging bedraagt 897,162 frank, zooals wij hiervoren aantekenden. Toch schijnt zij gebillijkt door de Memorie van toelichting en is zij grootendeels het gevolg van meerdere uitgaven voor werken van openbaar nut; zoo wordt eene som van 500,000 frank voorbehouden tot werken voor onderhoud en verbetering van Staats groote wegen. Het overige van de uitgave wordt gevraagd ten gevolge van vermeerdering van het personeel van verschillende diensten, als daar zijn het tolwezen, de financiële besturen (openbare schuld en vergelding in zake van militie) en de bruggen en wegen.

De Middenafdeeling wees niets af op deze uitgaven, maar toch stelden sommige leden de vraag of er geene al te groote neiging bestaat tot vermeerdering van 't getal Staatsambtenaren, alsmede of er niet wat meer werk geleverd kan worden van de ambtenaren en beambten in de openbare besturen.

Het komt ons niet nutteloos voor, de ernstige aandacht der Regeering op dit punt te vestigen. De gestadige verhooging van de begrotingen wettigt een grondig onderzoek van deze zaak.

Beraadslaging over de artikelen.

Het meerendeel van de aanmerkingen der Middenafdeeling werden gemaakt naar aanleiding van de artikelen, en eenige daarvan lokten vragen uit, die tot de Regeering werden gericht.

Eigenlijke Begrooting van Financiën.

ART. 48.

Krediet van 500,000 frank, tot voltrekking van de kadastrale indeeling.

Andermaal vestigden vele leden de aandacht der Regeering op de noodzakelijkheid om toch een einde te maken met de kadastrale indeeling. Dit werk is sedert jaren aangevangen en schijnt niet met den wenschelijken spoed te vorderen. 't Is voorwaar een aanzienlijke arbeid, die zorgvuldig dient verricht, doch niettemin werd de tijd, bij den aanvang daartoe gesteld, merkkelijk overschreden. 't Is te hopen dat het op de Begrooting voor 1903 uitgetrokken krediet het laatste zal wezen en volstaan zal om de thans aangevangen kadastrale schatting van de nijverheidsgebouwen en fabrieken te volvoeren. Deze hoop schijnt overigens bevestigd door het antwoord der Regeering op onderstaande vraag, aan den heer Minister van Financiën gesteld.

VRAAG.

Zal het krediet van 500,000 frank, onder artikel 48 van de Begrooting uitgetrokken, toereiken om de kadastrale indeeling van de nijverheidsgebouwen, fabrieken en werkplaatsen te voltrekken? Hoopt de Regeering dat dit werk in 1903 gedaan zal wezen?

ANTWOORD.

Men acht dat het krediet toereikend is en dat het werk in 1903 kan afloopen.

Vóór dat de nieuwe kadastrale indeeling uitwerkselen kan hebben, moet er, zooals de achtbare Minister van Financiën herhaaldelijk verklaarde, eene nieuwe organieke wet op de grondbelasting worden gestemd.

Deze wet zal diegenen, welke denken overschat te zijn voor hunne onbebouwde eigendommen (landen, bosschen, weiden), veroorloven om op te bepalen tijdstippen eene nieuwe schatting van het kadastraal inkomen dier eigendommen te vragen.

Hetzelfde recht zou den fiscus worden voorbehouden, voor eigendommen die hij zou beschouwen als onder de waarde geschat.

Begroeting van Openbare Werken.

ART. 33.

Artikel 33 van de Begroeting voor 1903 voorziet een krediet van 5,500,000 frank en luidt aldus : « Wegen : onderhoud, verbetering, recht-making, beplantingen. Openbare parken, squares en banen voor wielrijders : legging en onderhoud. Kosten van schatting. Toelagen. »

Op dit artikel is er eene verhooging van 500,000 frank, tegen het dienstjaar 1902.

De Middenafdeeling toonde zich bezorgd om het gebruik van deze 5,500,000 frank, en wel om wat gedaan zal worden met de nieuw ingeschreven 500,000 frank.

Eenparig was zij van oordeel dat men bovenal en vóór alle uitgave die als uitgave van weelde kan beschouwd worden, het grootste deel van de aangevraagde kredieten dient te besteden aan het hermaken van de groote Staatswegen. In vele plaatsen des lands, laten deze veel te wenschen over en ook sedert lang worden daarover talrijke klachten aangeheven, die door verschillende leden der Kamers werden herhaald. Op vele van die groote wegen, welke sedert meer dan eene eeuw bestaan, dienen de oude kasseien vernieuwd, en de Regeering zal tegenover kosten staan, welke aanzienlijke kredieten zullen vergen en thans alle loutere uitgaven van weelde moeten doen afwijzen.

Er is buitengewoon veel verkeer op Staats groote banen, en, zooals in de Memorie van toelichting wordt gezegd, is de zoo spoedig mogelijke verbetering van deze wegen gewettigd door het toenemend verkeer per as.

Ook de wegen voor wielrijders, langsheen de banen van den Staat, vestigden de aandacht der Middenafdeeling. Sommige leden achtten de bermten in aarde- of zodenhoopen, die den weg voor rijwielen omzoomen, gevaarlijk voor rijtuigen en zelfs voor wielrijders. Niet zelden horten bij donkeren nacht rijtuigen tegen deze hinderpalen, en dit verwekt ongevallen. Overal zouden er moeten rijpaden zijn, omzoomd door kasseien of kantsteenen; deze leveren niet de bezwaren op, welke men met veel reden ten laste legt aan de paden, die door eenvoudige bermten zijn aangeduid. 't Ware te wenschen dat de reden van bezuiniging, door de Regeering ingeroepen, eerlang kon weggenomen worden.

Onderstaande vragen werden door de Middenafdeeling gesteld, naar aanleiding van artikel 55 :

VRAAG.

Art. 55. — A. Zal de verhooging van 500,000 frank, voorzien onder artikel 55 van de Begrooting, vooral worden gebezigd om de groote wegen van den Staat te hermaken en te verbeteren?

B. Kunnen in bewoonde centrum's de wegen voor wielrijders niet aangelegd worden met platte kasseien?

C. Kunnen de bermen in aarde of graszoden, die den wielrijdersweg begrenzen, niet goed worden vervangen door kantsteenen, zooals er op sommige provinciale wegen in de provincie Antwerpen bestaan?

D. Hoe staat het met de studiën voor het leggen van eene groote baan dwars door het te sloopen Sint-Annekens-fort?

ANTWOORD.

Deze verhooging zal vooral dienen tot onderhoud en verbetering van Staatswegen.

De wegen voor wielrijders worden met platte kasseien gelegd, behalve wanneer dit overdreven kosten zou vergen.

Wielrijderswegen door kasseien of kantsteenen afgezet, zijn voorzeker beter dan die welke maar door bermen zijn afgescheiden.

Plaatselijke gesteldheid en bezuiniging gelden in ieder geval voor de aan te nemen wijze.

Nooit was er spraak van het leggen eener groote baan door het te sloopen Sint-Annekens-fort onder Zwijndrecht. Doch het rechtmaken der baan van Antwerpen naar Rijsel, nabij gemeld fort, ligt nog ter studie.

ART. 37.

Dit artikel luidt :

« Vaarten, rivieren, polders, besproeiingen in de Kempen, beplantingen en telegraaflijnen : gewoon en buitengewoon onderhoud, verbetering, administratie : 2,401,400 frank »

Een lid der Middenafdeeling klaagde over den verlaten toestand van het Land van Waas, en vroeg welk gevolg de Regeering denkt te geven aan de ontwerpen voor vaarten dwars door verschillende polders in het arrondissement Sint-Nicolaas.

VRAAG.

Welk gevolg denkt de Regeering te geven aan de ontwerpen voor vaarten in het Land van Waas :

1^o Eene vaart voor scheepvaart te Stekene;

2^o Eene tevens bevaarbare vaart, bestemd tot afwatering van de Polders?

ANTWOORD.

Het maken van bevaarbare vaarten door het Land van Waas schijnt kosten voor aanleg en gebruik te moeten vergen, welke niet in verhouding staan tot de gehoopte uitslagen.

Op 't oogenblik dat er nog zooveel waterwerken onvoltooid zijn, ware het ongepast er nieuwe te ondernemen, welke niet dringend noodig zijn.

De werken tot rechtmaking van de Schelde te Antwerpen, door de Regeering ontworpen, gaven aanleiding tot sommige opmerkingen. Zekere leden herinnerden de overstromingen, die sedert eenige jaren herhaaldelijk groote schade aanrichtten langsheen de Schelde en hare bijrivieren : Rupel, Neeth, Dijle, Zenne, Durme, enz.

Zij nitten de vrees dat, ten gevolge van de werken, te Antwerpen te verrichten, het waterpeil der Schelde stroomopwaarts Antwerpen zou verhoog en dat er bij buitengewonen vloed nog ergere overstromingen dan de vorige zouden ontstaan langsheen de rivier en hare bijrivieren.

Het zal, trouwens, niet onnoodig zijn hier te herinneren dat er langsheen de Schelde en hare bijrivieren groote uitgestrektheden lagen en moerassigen grond liggen, die soms het grondgebied van vele dorpen bevatten en tegen den vloed beschermd zijn door dijken, opgericht op kosten van de oeverbewoners. Deze gronden, Polders of wel watering en geheeten, staan onder het toezicht van besturen, benoemd door de eigenaars der in de Polders gelegen landen, of door de Regeering. Deze vereenigingen zijn belast met het onderhouden en herstellen van de dijken, en bij iedere dijkbreuk, moesten zij ze op hare kosten herstellen. Dus is het te begrijpen dat de oeverbewoners der Schelde zich niet zonder onrust afvragen wie de werken moet bekostigen, die aan de dijken van hunne Polders zouden moeten verricht worden ten gevolge der ontworpen werken aan de Schelde stroomafwaarts Antwerpen. Zij vinden het onbillijk hun deze kosten te doen dragen, en 't schijnt dat zij in dat opzicht geen ongelijk hebben

De Middenafdeeling achtte het van belang de Regeering te polsen over hare inzichten, en de volgende vragen werden gesteld :

VRAAG.

Het Bestuur van Bruggen en Wegen moet volledige studiën gedaan hebben over de gevolgen, die de werken tot rechtmaking van de Schelde te Antwerpen zullen hebben voor hare bijrivieren.

Wat zijn de uitslagen van die studiën? Namelijk :

1° Zullen er geene hoogere tijen zijn of zal het waterpeil van den stroom niet verhoog en?

2° Is het niet te vreezen dat de vloed, die op sommige tijdstippen rampvolle overstromingen veroorzaakte, nog hooger zal wassen? Zal bij voorbeeld de stad Mechelen niet erger blootstaan aan overstroming?

3° Moeten de dijken der Polders langsheen de Schelde en hare bijrivieren niet verhoogd en versterkt worden? Wie moet bij voorkomend geval, de uitvoering van deze werken bekostigen?

ANTWOORD.

Zooals mijn voorganger reeds in 1899 verklaarde, zullen, ten gevolge van de rechtmaking der Schelde stroomafwaarts Antwerpen terzelfder tijd werken noodig zijn aan de waterstreek stroomopwaarts. Op het gegeven oogenblik zullen deze werken door en op kosten van den Staat worden verricht.

De bijzondere werken, die aan de Dijle te Mechelen en stroomafwaarts worden verricht, zullen deze stad bevrijden van de overstromingen, waaraan zij thans blootstaat.

Het antwoord der Regeering op de door de Middenafdeeling gestelde vragen, is niet zeer volledig. De uitslag van de studiën, gedaan door het Bestuur van Bruggen en Wegen, over den invloed van de werken te Antwerpen op het getij der Schelde, het verhoogen van het waterpeil, de gevaren voor overstrooming, wordt niet opgegeven, en uit dit stilzwijgen mag redelijkerwijs worden afgeleid dat de studiën op verre na niet afgeloopen zijn. Toch nemen de leden der Middenafdeeling, die het vraagstuk van de Antwerpsche werken opwierpen, met genoegten akte van de verklaring der Regeering « dat zij door hare zorgen en op hare kosten de werken zal uitvoeren, welke noodig zouden gemaakt worden in de waterstreek stroomopwaarts de Schelde, door de werken welke stroomafwaarts Antwerpen verricht zullen worden ».

Naar aanleiding van artikel 37, werd insgelijks opgeworpen het vraagstuk van het bederven van 't meerendeel der waterlopen en rivieren in het land. Eenparig is de Middenafdeeling van oordeel dat er onverwijld maatregelen dienen genomen om den bestaanden erbarmelijken toestand te verhelpen. Het bederven van de waterlopen levert inderdaad groote gevaren op voor de openbare gezondheid. In een aantal plaatsen langsheen waterlopen woeden nagenoeg bestendig besmettende ziekten, ten gevolge van het bedorven water. Herhaakdelijk werd daarover in de Kamer gesproken en geïnterpelleerd. Nog onlangs werd te Brussel eene vergadering gehouden door de hoofden der gemeentebesturen langsheen de Zenne en den Rupel, en allen wezen op de gevaren van den bestaanden toestand.

Met de hier bestaande wetten, schijnt het dat de openbare machten eenigszins ontwapend zijn; toch blijkt uit inlichtingen, aan de Middenafdeeling geleverd door een van hare leden, dat ten gevolge van vervolgingen, door het Leuvensche parket ingespannen, sommige fakrikanten uit de omstreken van Thienen werden veroordeeld, omdat zij hun fabriekwater lieten vloeien in waterlopen nabij deze fabrieken.

De Middenafdeeling erkent voorwaar dat het vraagstuk veelzijdig is, omdat er vele belangen op het spel staan en dat namelijk de belangen der nijverheid dienen overeengebracht met die der gezondheid; doch juist uit hoofde van dezen strijd van belangen denkt zij dat dit sedert zoo lang opgeworpen vraagstuk zoo spoedig mogelijk door eene wet dient geregeld.

Zij beslist aan de Regeering onderstaande vragen te stellen en andermaal hare aandacht te vestigen op het noodzakelijke van onmiddellijke maatregelen.

VRAAG.

Acht de Regeering niet noodig de wetgeving op de waterlopen te herzien, namelijk wat betreft de maatregelen, die dienen genomen om het bederven van de waters te vermijden?

ANTWOORD.

De Regeering heeft zich steeds onledig gehouden met het vraagstuk van de gezondmaking van al de waterlopen.

Het vraagstuk van de politie over de waterlopen, met het oog op dezer besmetting, staat in verband met dit van de zuivering der bezinkselwaters.

In de jongste jaren ging de zuiverings-

wetenschap merkkelijk vooruit en de Regeering volgde aandachtig de praktische toepassingen. De zuiveringsfabriek te Wenduine, door hare zorgen gesticht, en die te Blankenberge, waaraan zij toelagen verleent, dienen tot bestendige proefvelden.

Anderzijds heeft eene vóór twee jaar ingestelde bijzondere commissie de zaak bestudeerd, onder het tweevoudig opzicht van de feiten en van de wetgeving, zoo in België als in vele vreemde landen.

De Regeering zal niet uit het oog verliezen welke wetgevende en welke bestuursmaatregelen er dienen genomen, in deze zeer veelzijdige zaak, tevens van belang voor de openbare gezondheid, de nijverheid in een aantal van hare vakken en Staats- zoomede de gemeentefinanciën.

Ter inwilliging van den wensch van een lid der 4^e afdeling, werd onderstaande vraag gericht tot den heer Minister van Financiën en Openbare werken :

VRAAG.

Hoeverre zijn gevorderd de werken die thans worden verricht tot verbetering van de gemeenschap te water tusschen Henegouw en Vlaanderen.

ANTWOORD.

De werken tot eerste inrichting van de vaart van het Centrum zijn voltooid, ter uitzondering van de ijzeren stukken der drie laatste ophalers.

Eene studie over de werken van denzelfden aard in Duitschland en Frankrijk en een nieuw onderzoek van de ontwerpen noopten de Regeering wijzigingen toe te brengen aan de plannen en stukken, bereid voor de aanbesteding van de ijzeren stukken dier ophalers.

Waarschijnlijk zal de vaart van het Centrum binnen drie of vier jaar over gansch hare lengte voor de scheepvaart geopend kunnen worden.

De werken aan de vaart van de Lei naar de Ieperlee worden hervat, zoodra het Bestuur een ontwerp kan opmaken, dat de vereischte waarborgen tot welslagen oplevert voor het scheidingsvak. De studiën daarover worden voortgezet.

ART. 58.

Dit artikel gaf aanleiding tot enkele opmerkingen, die worden herhaald in onderstaande vragen, gericht tot den heer Minister van Financiën. Zij

betreffen alle de verbetering van de bestaande gemeenschappen tusschen beide oevers der Schelde, tusschen de provincie Antwerpen en het Land van Waas.

VRAGEN.

Wat denkt de Regeering te doen :

I. — Ter verbetering van de overvaarten tusschen de provincie Antwerpen en het Land van Waas?

Zal zij de ponten vervangen door kleine stoombooten?

II. — Met de hangbrug te Antwerpen?

III. — Ter verbetering van de ladingskaaien langsheen de Schelde, te Sint-Anneken, Steendorp, Rupelmonde, Kruibeke, Burcht, enz?

IV. — Met den afkoop van de tolbrug te Temsche, behorende aan de Maatschappij van den spoorweg Mechelen-Terneuzen?

ANTWOORD.

Het Bestuur bestudeert de vervanging van de overzetpont te Burcht door eene stoomboot.

De Regeering had beslist eenen overzetdienst per stoomboot in te richten tusschen Lillo en Liefkenshoek en tusschen Lillo en Doel; doch ten gevolge van de eischen der concessievragers en de weigering van de voornamelijk belanghebbende gemeenten om in de kosten bij te dragen, kon tot hier toe dit denkbeeld niet verwezenlijkt worden.

Thans hebben die gemeenten hare toestemming gegeven en zullen er maatregelen worden genomen voor het inrichten van bedoelden overzetdienst.

De Regeering kan enkel het antwoord herhalen, door haar gegeven op eene dergelijke vraag, door de Middenafdeeling voor de buitengewone Begrooting voor 1901 en die voor de buitengewone Begrooting van 1902 gegeven, 't is te zeggen dat « de opening » voor de hangbrug eerst dan kan bepaald » worden, wanneer eene beslissing is genomen over de algeheele verbetering der » Schelde, stroomafwaarts Antwerpen ».

Het Bestuur bestudeert het verplaatsen van het veer Steendorp-Hingene, door de eerste van deze gemeenten gevraagd, om de moeilijke inscheping te vermijden.

Over de andere veren en inschepingshoofden aan de Schelde, die door den Staat worden onderhouden, werd nooit geklaagd.

De afkoop van die brug werd uitgesteld tot een tijdstip waarop de hermaking, verbetering en aanlegging der wegen meer gevorderd zullen zijn dan thans.

De leden der Middenafdeeling, die deze vragen opwierpen, hopen dat de Regeering de belangen der oeverbewoners van de Schelde, zoo in de provincie Antwerpen als in het Land van Waas, niet uit het oog zal verliezen en dat zij eerlang bevredigd zullen kunnen worden.

ART. 54.

Artikel 54 voorziet een krediet van 200,000 frank, onder de bewoordingen :

« Justitiepaleis te Brussel; inrichting van de omgeving van het paleis en van de Poelaertsplaats : 200,000 frank. »

De Memorie van toelichting van de Regeering luidt als volgt : « Door middel van dit krediet, zal men de werken voortzetten tot het inrichten der omgeving van het Justitiepaleis en van de Poelaertsplaats. »

Deze uitlegging kwam de Middenafdeeling onvoldoende voor en zij achtte het raadzaam aan de Regeering te vragen hoeveel de ontworpen werken zullen kosten.

VRAAG.

ART. 54. — Op hoeveel schat de Regeering de algeheele kosten tot inrichting der omgeving van het Justitiepaleis en van de Poelaertsplaats?

ANTWOORD.

De inrichting van de omgeving, zooals zij thans bestaat, zal nagenoeg 600,000 frank kosten.

Van de mogelijke onteigeningen kunnen vooralsnu de kosten niet geraamd worden.

Sommige leden der Middenafdeeling verlangden ook te weten wat de Regeering vanzins is met het ontwerp tot wijziging der bestaande wetten op onteigening. Ziehier het antwoord op de gestelde vraag :

VRAAG.

Denkt de Regeering eerlang een ontwerp van wet over te leggen tot wijziging van de bestaande onteigeningswet?

ANTWOORD.

De studie over dit ontwerp is verre gevorderd; de Regeering hoopt het eerlang te kunnen overleggen.

De Middenafdeeling acht het aannemen van deze wet zeer dringend. De ontwerpen der Regeering, tot het uitvoeren van aanzienlijke openbare werken op verschillende punten des lands, wettigen ruimschoots deze zienswijze. Derhalve hoopt zij dat de Regeering eerlang het aangekondigd ontwerp van wet zal overleggen.

Met eenparige stemmen der aanwezige leden keurde de Middenafdeeling het ontwerp van Begrooting goed. Zij heeft de eer de Kamer voor te stellen om het aan te nemen.

De Verslaggever,
ALBERT LEFEBVRE.

De Voorzitter,
W. HEYNEN.

